



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quinze le 26 mai, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 20 mai 2015, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, M. VERDIER, M. ELIAS, M. GABARD, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme FLORENTIN à M. RIMARK, Mme DUBOURG à Mme SARRAUTE, M. LIMINIANA à Mme QUERAL, Mme HOLGADO à M. CARREAU, M. MONMARCHON à M. WINTERSHEIM

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. CASTETS est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 22

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

5 – RETROCESSION DE VOIRIES ET RESEAUX DIVERS DE LA SA D'HLM CLAIRSIEUNE - RESIDENCE CHATEAU NOËL- MODIFICATION

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Par délibération du 24 octobre 2007, déposée au contrôle de légalité le 30 octobre 2007, le conseil municipal s'est prononcé favorablement sur la rétrocession des voiries, espaces verts et réseaux divers de la résidence Château Noël, dans le domaine public communal.

Les constructions ont été réalisées par la SA D'HLM Clairsienne.

Il s'avère que dans cette rétrocession a été omis la parcelle AK 274 d'une contenance de 2a 25ca.

Il est demandé au conseil municipal d'intégrer cette parcelle dans la rétrocession.

Les autres termes de la délibération demeurent inchangés.

La commission n°6 (Equipement- Patrimoine-voirie-assainissement-cadre De Vie Et Qualité De Vie Et Le Handicap) s'est réunie le 19 mai 2015 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 27/05/15

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20150526-21075-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

